

ENQUÊTE

Gardasil, une vaccination dans les collèges qui fait débat

SANTÉ Dès la rentrée, ce vaccin destiné à lutter contre les papillomavirus sera proposé directement aux jeunes de 11 à 14 ans dans les établissements. Évoquant des doutes sur ce produit, l'association E3M réclame un moratoire sur cette campagne.

Des « doutes persistants sur l'innocuité du vaccin ». C'est en avançant cet argument que l'association E3M (Entraide aux malades de myofasciite à macrophages) réclame, devant le tribunal administratif de Paris, la suspension de la campagne de vaccination prévue, à partir de la rentrée prochaine, dans l'ensemble des collèges français. Son référé, déposé ce lundi 3 juillet par les avocats Jean-Paul Teissonnière et Philippe de Castro, sera examiné dans les prochaines semaines. Une décision est attendue au cours de l'été. Dans le viseur d'E3M : le Gardasil. Ce vaccin, développé par les laboratoires Merck depuis 2006, vise à combattre les infections à papillomavirus humains (HPV) qui, chez la femme, peuvent être à l'origine de cancers du col de l'utérus.

Sa nouvelle version, le Gardasil 9, a été mise au point en 2014. C'est elle qui doit être proposée aux élèves, de la sixième à la troisième, soit 3 millions d'ados de 11 à 14 ans. Une double injection, à six mois d'intervalle, « gratuite et non obligatoire », précise la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). « Pour respecter le schéma vaccinal en tenant compte du calendrier scolaire, il faudra faire la première piqûre très tôt, en octobre ou novembre », estime la secrétaire générale de la fédération, Florence Prudhomme. Or, sur ce vaccin comme sur les conséquences possibles d'une non-vaccination, « on a un déficit d'information », reconnaît-elle. « Chaque année, en France, les papillomavirus humains sont à l'origine de plus de 6300 cancers », alertaient en 2019 les signataires de l'« appel des 50 », appelant à une « vaccination universelle ».

Avec 2900 nouveaux cas par an, le cancer du col de l'utérus représente la plus grande part de ces infections. Chez l'homme, ces virus peuvent provoquer des cancers du pénis ou du canal anal – on ne déplore aucun cas mortel. Jean-Daniel Lelièvre, chef de service des maladies infectieuses de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil et expert es vaccins à la Haute Autorité de santé (HAS), est catégorique : « C'est un véritable problème de santé publique. »

UN LABORATOIRE DÉJÀ CONDAMNÉ POUR « DÉFAUT D'INFORMATION »

Ces chiffres, l'association E3M ne les conteste pas. Justifient-ils, pour autant, une campagne de vaccination à grande échelle ? « Non », répond Didier Lambert, son président, qui assure « ne pas du tout être antivaccin ». Le frottis cervico-utérin est actuellement le moyen le plus sûr de détecter le virus – qui, dans 90 % des cas, disparaît de lui-même dans les deux ans, selon la Haute Autorité de santé. Le Gardasil 9, par comparaison, est entouré de mystère, estime Didier Lambert. En attendant d'en savoir plus, le président d'E3M plaide donc pour une systématisation des frottis. « Il ne s'agit pas d'interdire par principe le vaccin, mais de savoir précisément ce qu'on va inoculer à nos enfants. »

« Il ne s'agit pas d'interdire par principe, mais de savoir précisément ce qu'on va inoculer à nos enfants. »

DIDIER LAMBERT, PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION E3M

Quelle est la composition exacte du nouveau vaccin des laboratoires Merck ? La substance est protégée par un secret industriel dont E3M réclame la levée. « Nous avons besoin que des études indépendantes soient menées, notamment pour lever les doutes sur sa toxicité », indique l'association dans sa requête. Contient-il, comme son prédécesseur, des fragments d'ADN du virus ? Non, répond son fabricant à notre

journal. Le Gardasil 9 « est un vaccin non infectieux avec adjuvant préparé à partir de particules pseudo-virales qui ne peuvent pas infecter les cellules, se multiplier, ni provoquer des maladies ». Un discours rassurant, qui ne convainc pas Didier Lambert. « Rien ne le prouve. Merck nous demande de le croire sur parole. Or, par le passé, il a déjà menti. » Condamné au civil pour « défaut d'information » dans le scandale du Levothyrox, le laboratoire est actuellement mis en examen pour « tromperie aggravée » dans ce même dossier, sur lequel l'instruction suit son cours.

Autre question cruciale : pour optimiser son efficacité, le Gardasil 9 utilise-t-il un adjuvant aluminique ? Oui, reconnaît le fabricant. Citant un avis du Haut Conseil de la santé publique de juillet 2013, il affirme cependant que « les données scientifiques disponibles ne permettent pas de remettre en cause la sécurité des vaccins contenant de l'aluminium ». Ce qui fait bondir Didier Lambert. Comme indiqué dans sa requête, plusieurs arrêts du Conseil d'État établissent notamment « un lien de causalité entre un vaccin contenant de l'aluminium et les symptômes de la myofasciite à macrophages », maladie invalidante dont il est lui-même atteint. Parce que les cancers liés au papillomavirus « mettent du temps à se développer », Jean-Daniel Lelièvre estime « normal que les vaccins n'aient pas pu prouver leur efficacité ». Plusieurs exemples étrangers font cependant pencher la balance en leur faveur, estime-t-il. Au Danemark, au Royaume-Uni et en Australie, pays où l'on vaccine depuis longtemps, « on a vu un impact sur le nombre de cancers du col de l'utérus », affirme le professeur. Conclusion : « Le vaccin est en train de montrer son efficacité. »

Une analyse contestée. Non seulement le Gardasil ne couvre que 9 souches de papillomavirus sur des centaines, mais son administration peut se révéler contre-productive, affirment





« Comme pour tous les vaccins, il existe des risques d'effets indésirables », reconnaît le professeur Jean-Daniel Lelièvre. Néanmoins, pour l'expert, « le rapport bénéfice-risque » du Gardasil 9 « reste très favorable ». VOISIN / PHANIE / AFP

les requérants. Une fois vaccinées, les adolescentes ne risquent-elles pas de délaissier la détection par frottis et d'augmenter ainsi, paradoxalement, les risques d'infection ? Alors que le HPV n'est mortel que dans certains cas de cancer du col de l'utérus, pourquoi vouloir, à tout prix, vacciner les garçons ? « Pour des raisons d'équité, explique le professeur Lelièvre. Vacciner les garçons est à la fois une participation à la protection des filles et une protection pour eux-mêmes. » « Comme pour tous les vaccins, il existe des risques d'effets indésirables », reconnaît-il. Citant « une légère augmentation du risque de syndrome de Guillain-Barré, une maladie neurologique compliquée », il soutient cependant que « le rapport bénéfice-risque » du Gardasil 9 « reste très favorable ». Faux, rétorque l'association E3M. « Le dernier rapport de l'Agence nationale de sécurité du médicament sur le Gardasil date de 2014. Il mentionne 13,7 effets indésirables graves pour 100 000 doses », rapporte sa requête. Un chiffre « très important » et probablement « sous-évalué », ajoute Philippe de Chazournes. Pour cet ancien expert à la HAS, établi aujourd'hui sur l'île de La Réunion, « les effets d'un vaccin surviennent parfois de longs mois après l'injection. Cela rend très difficile de faire le lien ».

SUR LE TERRAIN, AUCUNE FORMATION SPÉCIFIQUE POUR LES INFIRMIÈRES SCOLAIRES

Alors que la campagne de vaccination est sur le point d'être lancée, « il est surprenant qu'aucun rapport de pharmacovigilance n'ait été publié depuis la commercialisation du Gardasil 9 », s'alarme l'association E3M. « Sur quelles bases se fondera le consentement libre et éclairé ? Les médecins prescripteurs seront-ils eux-mêmes suffisamment éclairés pour apporter des conseils avisés ? » Dans son numéro

« Les parents qui refuseraient le vaccin ne doivent pas être stigmatisés. Les élèves non plus. »

FLORENCE PRUDHOMME,
SECÉTAIRE GÉNÉRALE FCPE

d'avril, la revue de la FCPE relayait les bienfaits attendus de la campagne de vaccination. « On ne fait pas campagne pour la campagne, nuance cependant Florence Prudhomme. On reste en vigilance sur les conditions dans lesquelles elle va se mettre en place. » Principale inquiétude : « Les parents qui refuseraient le vaccin ne doivent pas être stigmatisés. Les élèves non plus. Il n'est pas question qu'on établisse des listes de ceux qui acceptent et ceux qui refusent. »

Cette exigence de « non-discrimination » aurait été transmise à l'agence régionale de santé. La FCPE affirme avoir reçu, sur ce point, des « garanties orales ».

Côté infirmières scolaires, la circonspection domine. Chargées de l'accompagnement administratif de la campagne de vaccination, elles n'auront pas à injecter le produit mais seront aux premières lignes pour informer les élèves, réclamer les autorisations parentales, récupérer les carnets de vaccination... Pointant « un manque de moyens déjà criant, au quotidien », Saphia Guerreschi se dit « inquiète » de cette surcharge de travail et des conséquences potentielles de la campagne de vaccination. « Des lettres anonymes nous parviennent déjà sur les conséquences du Gardasil en termes de santé, affirme la secrétaire générale du Snics-FSU. Sur le terrain, on est les premières exposées. » Lancée « dans la précipitation », cette campagne de vaccination ne s'est accompagnée d'aucune formation spécifique, déplore Saphia Guerreschi. « Le travail d'une infirmière, c'est l'accueil et l'écoute, rappelle-t-elle. Au lieu de culpabiliser les gens qui s'interrogent, on devrait pouvoir répondre à leurs questions. Mais, pour cela, on n'aura ni le temps ni les moyens. » ■

ÉLISABETH FLEURY

Décès d'un pompier par arrêt cardiaque

SAINT-DENIS Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a signalé, lundi, sur Twitter, le décès d'un pompier : « Cette nuit, en luttant contre un feu de plusieurs véhicules dans un parking souterrain à Saint-Denis, un jeune caporal-chef de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris de 24 ans est décédé malgré la prise en charge très rapide par ses équipiers. » Contrairement aux raccourcis faits par certains médias et les positions des ministres de la Ville et de la Justice, la brigade des sapeurs-pompiers de Paris n'a pas lié la mort du pompier militaire aux violences urbaines. Le caporal-chef Damelin court a été « victime d'un arrêt cardiaque ». « Secouru immédiatement par ses camarades puis par une ambulance de réanimation (...), précise le communiqué, il est ensuite transporté à l'hôpital d'instruction des armées Percy. » Il y décédera deux heures plus tard. Des précisions utiles pour freiner les tentatives de récupération. ■ **K. J.**

70 % des demandes d'asile refusées en 2022

RÉFUGIÉS Dans son rapport annuel paru ce lundi, l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) relève avoir refusé 70 % des demandes d'asile en 2022. 56 276 ont été acceptées l'an passé, ramenant le nombre de réfugiés en France à 547 102 personnes. En 2022, le nombre de demandes a progressé de 27,2 % pour atteindre les 131 300, soit un retour au niveau d'avant le Covid. Pour la cinquième année consécutive, les Afghans représentent la majorité des demandeurs, avec un peu plus de 17 000 demandes. Les Ukrainiens ne sont pour l'essentiel pas pris en compte par l'Ofpra, car ils bénéficient du régime de protection temporaire mis en place par l'UE. Alors que le nombre de réfugiés « ne cesse d'augmenter », l'Ofpra admet qu'il est nécessaire de réduire le délai lié à la délivrance des actes d'état civil, établi aujourd'hui à 10,3 mois. ■ **M. T. M.**

Cancers : les femmes rattrapent les hommes

SANTÉ Une parité que l'on aurait préféré éviter. Selon une nouvelle étude de Santé publique, si le nombre de nouveaux cancers chez les hommes reste plus important que chez les femmes, l'écart se réduit. Les nouveaux cas de cancer touchaient à 61 % des hommes en 1990, contre 57 % en 2023. Depuis 2010, le taux d'incidence de la maladie a augmenté de 5,4 % dans la population féminine, alors qu'il a diminué de 4 % chez les hommes. En cause, la cigarette, l'alcool et le surpoids. Le tabac, en partie responsable de presque 20 % des cancers, serait à l'origine des évolutions les plus notables chez les femmes, qui ont vu les cancers du pancréas et des poumons progresser respectivement de 2,1 % et de 4,3 % par an depuis 2010. ■ **A. B.**

